

## Face à la manipulation par Israël de la définition de l'antisémitisme, la France marque officiellement un coup d'arrêt



Cela fait 15 ans que l'État d'Israël et le lobby pro-israélien agissent auprès de l'Union européenne pour promouvoir une définition manipulée de l'antisémitisme. Une définition banale mais assortie d'« exemples » qui entretiennent la confusion entre l'antisémitisme et la critique parfaitement légitime de l'État d'Israël et de sa politique. Avec un objectif simple : assurer l'impunité de l'État d'Israël et faire taire celles et ceux qui veulent s'opposer à ses crimes.

L'avant-dernier épisode a eu lieu le 6 décembre, lorsque le Conseil Justice et Affaires intérieures de l'Union européenne a adopté [une déclaration sur la lutte contre l'antisémitisme](#), préparée et négociée dans le plus grand secret, qui inclut un article 2 invitant les États membres à adopter cette « définition ». Nous avons appris que les « exemples » avaient été explicitement écartés au cours de la négociation mais la propagande israélienne a agi comme si ces exemples avaient été adoptés.

Lors du Comité des Représentants permanents (Coreper 2) qui s'est tenu le 19 décembre à Bruxelles, **le représentant de la France a tenu à rappeler que le Conseil Justice et Affaires intérieures a écarté les « exemples » qui lui avaient été initialement présentés.** C'est une intervention que nous tenons à saluer, car elle marque un premier coup d'arrêt à la politique de manipulation mise en œuvre par le lobby israélien et ses alliés

inconditionnels. **Les autorités françaises, que nous avons alertées, et avec qui nous avons pu en parler, ont confirmé cette intervention.**

La bataille n'est pas finie car le lobby pro-israélien va tout faire pour que les États membres de l'Union européenne adoptent la fameuse définition... assortie de ses exemples. Mais chacun saura maintenant qu'il s'appuie sur le mensonge et la manipulation.

Nous appelons toutes les personnes de conscience à ne pas laisser l'État d'Israël manipuler la lutte qui doit être menée de manière forte et sincère contre l'antisémitisme et le racisme sous toutes ses formes. Nous appelons la France, et tous les États membres de l'Union européenne, à refuser explicitement et définitivement cette « définition », et à ne plus jamais laisser l'État d'Israël intervenir dans nos affaires intérieures.

*Le Bureau national de l'AFPS  
20 décembre 2018*